ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 28 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'accès par les communes, les missions diplomatiques et les postes consulaires aux informations reprises au Registre national des personnes physiques, à la tenue à jour et au contrôle de ces informations", a donné le 20 décembre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e november 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toegang door de gemeenten, de diplomatieke zendingen en de consulaire posten tot de informaties opgenomen in het Rijksregister van de natuurlijke personen, en betreffende het bijhouden en de controle van deze informaties", heeft de 20e december 1983 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations".

PREAMBULE.

L'alinéa 1er vise la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population. Cette loi ne constitue pas le fondement légal du projet. Son visa doit donc être omis.

A l'alinéa 2, il est proposé de compléter le texte par les mots ", notamment les articles 3, 4 et 5;".

L'avis du Conseil des Ministres doit être mentionné à la fin de la formule de proposition, comme suit : "... et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

DISPOSITIF.

Les divisions du projet devraient être réalisées sous forme de chapitres.

+

Article 1er.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Toute commune a accès aux informations contenues au Registre national des personnes physiques et relatives aux personnes inscrites dans ses registres de population ou dans ses registres des étrangers ainsi qu'aux personnes qui ont été inscrites dans lesdits registres et qui sont décédées, ont été rayées d'office ou ont été rayées par suite de leur établissement à l'étranger.

§ 2. Toute mission diplomatique et tout poste consulaire ont accès aux informations contenues au Registre national et relatives aux ressortissants belges qui sont inscrits dans leurs registres ou qui, ayant été inscrits dans ces registres, sont décédés ou ont été rayés par suite de départ pour une destination inconnue".

Article 2.

L'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques impose aux communes de fournir neuf renseignements au Registre national. Ces informations peuvent être communiquées à des autorités publiques autres que celle qui les a fournies. Par contre, l'alinéa 3 du même article permet à chaque commune de faire enregistrer d'autres informations par le Registre national, mais en pareil cas "leur communication n'est autorisée qu'à l'autorité publique qui les a fournies".

.../...

Les mots "sans préjudice de l'article 3, alinéa 3, de ladite loi" sont superflus et risquent d'induire en erreur. En effet, l'article 2 du projet vise à permettre à une autorité publique autre que celle qui a fourni les renseignements de prendre connaissance de ceux-ci. Une telle hypothèse est donc étrangère à celle que règle l'article 3, alinéa 3, de la loi. Mieux vaut dès lors supprimer ces mots.

L'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Sont limités aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques :

1° l'accès par une commune aux informations concernant une personne inscrite dans une autre commune, dans une mission diplomatique ou dans un poste consulaire;

2° l'accès par une mission diplomatique ou par un poste consulaire aux informations concernant une personne inscrite dans une commune belge ou dans une autre mission diplomatique ou dans un autre poste consulaire".

Article 3.

Mieux vaudrait écrire :

"Les informations obtenues en application de l'article 2 ne peuvent être utilisées ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 4.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. La commune, la mission diplomatique ou le poste consulaire où une personne est régulièrement inscrite est seul qualifié pour introduire ou pour modifier des informations relatives à cette personne".

Au début du paragraphe 2, les mots "Par dérogation au § 1er" devraient être omis.

Au 1° du même paragraphe 2, il y aurait lieu d'écrire :

"1° l'ancienne commune d'inscription, pour une personne qui est décédée, qui a été rayée d'office ou qui a été rayée par suite de son établissement à l'étranger;".

Au début du paragraphe 3, les mots "Par dérogation au § 1er" devraient être omis.

A la fin du même paragraphe 3, il conviendrait de supprimer les mots "du présent article" et d'écrire : "... conformément au paragraphe 1er ou au paragraphe 2".

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 4. L'autorisation d'introduire ou de modifier une information relative à une personne déterminée inclut l'accès aux informations déjà enregistrées au sujet de cette même personne, informations dont la connaissance préalable est nécessaire pour l'opération de mise à jour".

.../...

Article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

Lorsque la gestion automatisée de la population est assurée pour une commune par un organisme tiers, celui-ci peut avoir accès aux informations contenues au Registre national et lui communiquer des informations aux mêmes conditions que celles qui sont imposées aux communes par les articles 1er à 4. A cet effet, l'organisme doit être agréé par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, et la convention conclue entre la commune et l'organisme doit permettre à celui-ci d'accéder au Registre national et de communiquer avec ce dernier".

Article 6.

Le début du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Dans chaque commune, dans chaque mission diplomatique et dans chaque poste consulaire, un agent doit être spécialement chargé de veiller à l'application de la loi du 8 août 1983 et de ses arrêtés d'exécution,pour ce qui concerne :".

Par conséquent, il conviendrait d'écrire au paragraphe 2 :

"§ 2. La mission visée au paragraphe 1er ne peut être déléguée en tout ou en partie à une personne étrangère à la commune, à la mission diplomatique ou au poste consulaire".

.../...

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. L'agent désigné en vertu du paragraphe 1er veille à faire communiquer au Registre national, dans les deux jours ouvrables où elle en a eu connaissance s'il s'agit d'une commune, dans les huit jours ouvrables s'il s'agit d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire, toute information relative à une personne déjà inscrite et qui est de nature à compléter ou à modifier celles qui sont enregistrées, ainsi que tous les éléments d'information relatifs à une nouvelle personne à inscrire.

Après traitement, le service du Registre national communique à l'autorité qui a transmis l'information, un document qui mentionne soit l'état des enregistrements à la suite de l'enregistrement de la nouvelle information, soit le motif pour lequel cette dernière n'a pu être techniquement acceptée.

Dans les mêmes délais que ceux qui sont visés à l'alinéa 1er, l'agent fait procéder au contrôle de conformité et, le cas échéant, à la retransmission, après rectification, de toute information qui aurait été refusée ou qui aurait été incorrectement enregistrée".

Article 7.

Il va de soi que l'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur avant la loi précitée du 8 août 1983.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Koninklijk besluit betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties".

AANHEF.

Het eerste lid verwijst naar de wet van 2 juni 1856 op de algemene tellingen en de bevolkingsregisters. Die wet levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. De verwijzing ernaar dient bijgevolg te vervallen.

In het tweede lid vulle men de tekst aan met de woorden ", inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 5;".

Het advies van de Ministerraad dient aan het slot van het voordrachtformulier te worden vermeld als volgt : "... en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

BEPALEND GEDEELTE.

De indelingen van het ontwerp zouden hoofdstukken moeten vormen.

+

.../...

Artikel 1.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

§ 1. Iedere gemeente heeft toegang tot de in het Rijksregister van de natuurlijke personen opgenomen informaties betreffende de personen die in haar bevolkingsregisters of in haar vreemdelingenregisters ingeschreven zijn, alsmede betreffende de personen die in genoemde registers ingeschreven zijn geweest en die overleden zijn, ambtshalve afgevoerd zijn of afgevoerd zijn ten gevolge van hun vestiging in het buitenland.

§ 2. Iedere diplomatieke zending en iedere consulaire post heeft toegang tot de in het Rijksregister opgenomen informaties betreffende de Belgische onderdanen die in hun registers ingeschreven zijn of die in die registers ingeschreven zijn geweest, maar overleden zijn of afgevoerd zijn ten gevolge van vertrek naar een onbekende bestemming".

Artikel 2.

Artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, legt de gemeenten de verplichting op negen inlichtingen te verstrekken aan het Rijksregister. Die informatie kan worden medegedeeld aan andere openbare overheden dan die welke ze heeft verstrekt. Het derde lid van hetzelfde artikel biedt daarentegen aan elke gemeente de mogelijkheid andere informatie in het Rijksregister te doen opnemen, maar in dat geval mag deze "slechts medegedeeld worden aan de overheid die ze verstrekt heeft".

.../...

De woorden "onverminderd artikel 3, 3e lid, van de genoemde wet," zijn overbodig en kunnen verwarring stichten. Artikel 2 van het ontwerp beoogt immers een andere openbare overheid dan die welke de inlichtingen heeft verstrekt, van die inlichtingen kennis te laten nemen. Een dergelijke hypothese valt dus buiten de regeling van artikel 3, derde lid, van de wet. Het is derhalve beter die woorden te schrappen.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Tot de informaties bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, worden beperkt :

1° de toegang door een gemeente tot de informaties betreffende een persoon die ingeschreven is in een andere gemeente, in een diplomatieke zending of in een consulaire post;

2° de toegang door een diplomatieke zending of door een consulaire post tot de informaties betreffende een persoon die ingeschreven is in een Belgische gemeente of in een andere diplomatieke zending of in een andere consulaire post".

Artikel 3.

De tekst kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De met toepassing van artikel 2 verkregen informaties mogen enkel ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 4.

De Franse tekst van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1er. La commune, la mission diplomatique ou le poste consulaire où une personne est régulièrement inscrite est seul qualifié pour introduire ou pour modifier des informations relatives à cette personne".

Aan het begin van paragraaf 2 zouden de woorden "In afwijking van § 1" moeten vervallen. Men redigere de tekst als volgt :

"§ 2. Informaties betreffende een persoon mogen ook worden ingevoerd of gewijzigd door :".

De bepaling onder 1° van dezelfde paragraaf 2 leze men als volgt :

"1° de vroegere gemeente van inschrijving, voor een persoon die overleden is, die ambtshalve afgevoerd is of die afgevoerd is ten gevolge van zijn vestiging in het buitenland;".

Aan het begin van paragraaf 3 zouden de woorden "In afwijking van § 1" moeten vervallen. Men schrijve derhalve : "Eveneens geoorloofd is de invoering of ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Aan het slot van dezelfde paragraaf 3 schrappe men de woorden "van dit artikel" en schrijve men : "... overeenkomstig paragraaf 1 of paragraaf 2".

Paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. De machtiging tot het invoeren of wijzigen van een informatie betreffende een bepaalde persoon houdt de toegang in tot de reeds geregistreerde informaties die betrekking hebben op diezelfde persoon en waarvan de voorafgaande kennis noodzakelijk is voor het verrichten van de bijwerking".

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

Wanneer een derde instelling het geautomatiseerd bevolkingsbeheer voor een gemeente uitvoert, kan zij toegang hebben tot de in het Rijksregister opgenomen informaties en kan zij aan het Rijksregister informaties meedelen onder dezelfde voorwaarden als die welke door de artikelen 1 tot 4 aan de gemeenten zijn opgelegd. Daartoe moet de instelling erkend zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en moet de tussen de gemeente en de instelling gesloten overeenkomst aan deze laatste de mogelijkheid bieden toegang te hebben tot en mededelingen uit te wisselen met het Rijksregister".

.../...

Artikel 6.

Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In iedere gemeente, in iedere diplomatieke zending en in iedere consulaire post moet een beambte speciaal worden gelast ervoor te zorgen dat de wet van 8 augustus 1983 en de besluiten tot uitvoering ervan worden toegepast, wat betreft : ".

Bijgevolg behoort in paragraaf 2 te worden geschreven :

"§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde opdracht mag noch geheel noch gedeeltelijk overgedragen worden aan een persoon vreemd aan de gemeente, de diplomatieke zending of de consulaire post".

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De krachtens paragraaf 1 aangewezen beambte zorgt ervoor dat iedere informatie betreffende een reeds ingeschreven persoon, waardoor de geregistreerde informaties aangevuld of gewijzigd kunnen worden, alsmede alle informatiebestanddelen betreffende een nieuw in te schrijven persoon, medegedeeld worden aan het Rijksregister, indien het een gemeente betreft, binnen twee werkdagen nadat zij er kennis van gekregen heeft, indien het een diplomatieke zending of een consulaire post betreft, binnen acht werkdagen.

Na verwerking deelt de dienst van het Rijksregister aan de overheid die de informatie heeft doorgezonden, een document mede waarin vermeld is ofwel de stand van de registratie na opname van de nieuwe informatie, ofwel de reden waarom deze laatste technisch niet aangenomen kon worden.

.../...

Binnen dezelfde termijnen als die welke bedoeld zijn in het eerste lid, laat de beambte de controle inzake overeenstemming van de nieuwe registratie uitvoeren en laat hij, in voorkomend geval, iedere informatie die geweigerd of onjuist geregistreerd zou zijn, na verbetering terugzenden".

Artikel 7.

Het hoeft geen betoog dat het ontworpen besluit vóór de eerdervermelde wet van 8 augustus 1983 in werking niet zal kunnen treden.

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. F. REMION.